

Appel de Beauchastel contre l'école numérique

BOULEVARD

Décembre 2015

Appel de Beauchastel

Une journée dans l'école numérique

Ma journée d'école commence, la sonnerie vient tout juste de retentir, je rentre dans ma salle de cours et déjà je m'interroge : dois-je accueillir la classe ou me tourner vers mon écran pour effectuer l'appel électronique ? Dans un souci de «diversification de mes pratiques», dois-je capter le regard des élèves à l'aide de l'écran de mon vidéo-projecteur, vérifier la mise en route de toutes leurs tablettes ou décider de me passer de tout appareillage numérique ? Alors que la séance se termine, prendrons-nous le temps de noter le travail à effectuer à la maison ou dois-je renvoyer chaque élève devant son écran pour consulter le cahier de textes numérique que je remplirai en fin de journée ? C'est la pause du repas ; à la cantine, que penser de ce flux d'élèves identifiés par leur main posée sur un écran biométrique et du bip régulier de la machine signalant son aval à leur passage ? Ces adolescents dans la cour scrutant sans cesse leur téléphone, ces surveillants et ces professeurs derrière leur ordinateur, tout ce monde se disant parfois à peine bonjour, est-ce cela le progrès ? En fin de journée, dans la salle des profs, dois-je, toujours face à mon écran, trier mes courriels administratifs et remplir le cahier de textes numérique, ou ai-je encore le temps d'échanger de vive voix avec mes collègues sur le déroulement de cette journée de classe ?

Ces questions ne se posent pas en 2084 mais aujourd'hui, dans nos écoles, collèges et lycées. D'ailleurs, le numérique a déjà une

emprise telle sur nos vies et celles de nos élèves, que parfois nous ne nous les posons même plus. Et pourtant, si on nous avait dressé un tel tableau il y a quelques années nous l'aurions trouvé outrancier. Mais les innovations apparaissent progressivement, elles sont déjà dans l'air du temps avant de s'imposer à nous et il n'y a apparemment pas de limite à ce que l'on peut accepter.

Accepter, nous nous y sommes maintes fois résignés, et nous sommes bien conscients que l'informatisation de l'enseignement n'est que le point d'orgue de son délitement. Nous avons déjà cherché à suivre des programmes incohérents, à comprendre l'incompréhensible jargon de l'Education Nationale, à simuler une prétendue évaluation par compétences, à enseigner à des élèves de plus en plus déconcentrés parce que de plus en plus connectés. Pourquoi ne pas aller plus loin ? Ainsi nous nous apprêtons à renseigner sur chaque élève des données conservées à vie et bientôt consultables par un employeur grâce au logiciel de notes et d'appréciations et le livret personnel de compétences numérisé. On nous encourage à scotcher nos élèves aux écrans durant les seuls moments où ils y échappent encore, et cela sous le prétexte de les éduquer aux médias. Et finalement, pourquoi ne pas renoncer à enseigner en feignant de croire qu'une connexion internet suffit pour s'approprier un savoir réel ? Pour nous, ça suffit.

De la part de ceux qui nous enjoignent d'utiliser le numérique dans nos classes (hiérarchie administrative, ministère, inspecteurs et formateurs, ainsi que toute la classe politique), nous n'entendons que des justifications a posteriori de ce qui paraît aller de soi : une transformation implacable de nos gestes quotidiens, de notre langage, de notre rapport aux autres, de notre métier. Ce bouleversement est pourtant décidé par d'autres, politiques et industriels, qui défendent leurs intérêts politiques et économiques, et bénéficient de notre complicité passive.

Or nous savons bien que le numérique n'a rien à voir avec l'éducation. En effet l'informatisation a pour but premier de gonfler le chiffre d'affaires des firmes qui produisent matériels et logiciels. Puis elle réduit la part humaine de chaque activité (pas seulement scolaire) pour la rendre plus conforme aux besoins de l'économie et de la gestion bureaucratique. Tout cela pour doper la croissance par les gains de productivité et les nouveaux marchés qu'elle offre. C'est bien parce qu'Internet ne peut pas améliorer l'enseignement, mais qu'il est conçu pour détourner l'attention, que les ingénieurs de la Silicon Valley en protègent les écoles de leurs enfants.

Nous savons aussi sur quelle gabegie démente des ressources terrestres, y compris les plus rares, les plus coûteuses, les plus dangereuses, repose la mensongère « dématérialisation ». Il faut compter aussi avec la part croissante de consommation d'énergie consacrée à l'informatique.

Pourtant, nous laissons dire que le numérique est la solution à tous les problèmes de l'institution, qui vont du décrochage à l'intégration des élèves en situation de handicap en passant par les problèmes de lecture. Et qu'en plus il serait « écologique » parce qu'il permettrait d'économiser du papier. Quelle vaste plaisanterie !

Pour notre part ce que nous voulons c'est être avec nos élèves, et non servir d'intermédiaires entre eux et les machines car sous couvert d'innovation pédagogique pour répondre aux besoins d'élèves devenus zappeurs, c'est bien ce qui nous guette.

Une telle dissociation entre la machine stockant les données et l'être humain assurant le flux de transmission ne peut être envisagée de façon positive que par des esprits bêtement mécanistes. Ils réduisent le savoir à de l'information. Ils négligent l'importance de son incarnation chez un individu en imaginant une simple médiation extérieure. Ils oublient tout bonnement que la relation d'apprentissage est avant tout une relation humaine.

Par ailleurs, et quoi qu'on en dise, l'administration numérique (appel en ligne, SMS aux parents, etc.) ne renouera pas les liens entre les enfants, leurs parents et l'école. Au contraire, elle aggrave déjà les problèmes qu'on agite pour l'imposer. L'absentéisme demeure, la défiance et le mensonge se banalisent au sein de l'école et dans les familles. On cherche à tout prix à éviter le conflit et on se fie plus aux ordinateurs qu'aux êtres humains. Et pour masquer ce désolant constat on maquille l'isolement en l'appelant « autonomie ».

Ce que nous voulons également, c'est enseigner, et non exécuter des procédures. L'enseignement numérique n'est pas une « révolution pédagogique » mais la fin du métier d'enseignant. Les matières, c'est-à-dire les savoirs et savoir-faire qui les constituent, se trouvent morcelées en une liste de tâches exécutables, puis regroupées artificiellement en aptitudes générales. On appelle cela le socle de compétences. Dans ce cadre, une leçon, un exercice, peuvent être réduits à un protocole creux, qui peut bien effectivement être « partagé » en ligne, puisqu'il ne nécessite ni connaissances précises ni réflexion pédagogique personnelle pour être reproduit. Un cours construit de cette façon n'apprend pas à penser mais à se comporter de la façon attendue.

Nous pourrions nous réclamer de la liberté pédagogique et demander à ne pas être contraints à l'utilisation de machines dans nos classes. Mais nous savons que c'est impossible, qu'à partir du moment où une technique est introduite, la liberté de l'utiliser ou non devient illusoire car elle s'insère dans un système global qui l'exige. Après un court moment, le choix encore possible cède le pas à l'obligation de fait.

C'est pour cela que nous refusons en bloc notre mise à jour programmée. Nous n'utiliserons pas le cahier de texte numérique, ni les multiples écrans dont on prétend nous équiper (tablettes, tableaux numériques ou même smartphones). Nous nous opposerons aux équipements générant d'importants champs électromagnétiques ainsi qu'à la concentration des données scolaires dans des bases centralisées.

Anne ALBERTS, Collège Les Hauts de Plaine, Laragne (05) • Isabelle ASTIER, Polytech université d'Aix-Marseille (13) • Cédric BAUDOIN, Collège Henri Agarande, Kourou (973) • Florent BERNON, Lycée La Découverte, Decazeville (12) • Marc BRUNET, Lycée Ismaël Dauphin, Cavaillon (84) • Armelle BRUNET-GAYET, école maternelle, Beauchastel (07) • Christel CALMON, collège Bayle, Pamiers (09) • Marina CAVOURIARI, Lycée Bergson, Paris • Nancy COHEN, Collège Paul Langevin, Boulogne-sur-Mer (62) • Désir CYPRIA, Lycée des métiers Charles Pointet, Thann (68) • Joël DECARSIN, Collège Mignet, Aix-en-Provence (13) • Angélique DEL REY, CMPA de Neufmoutiers-en-Brie (77) • Jacques-Marie DUCHENE, Collège de l'Enfant Jésus, Hirson (02) • Régis FAUCHEUR, Collège Armorin, Crest (26) • Brigitte FLEYGNAC, Ecole du Sauveur (87) • Florent GOUGET, Collège Joseph Durand, Montpezat (07) • David GUILLON, Lycée agricole La Peyrouse Coulouniex, Chamiers (24) • Raphaël JOSNIN, Lycée Livet, Nantes (44) • Bernard LEGROS, Institut Saint-Stanislas, Bruxelles (Belgique) • Steven MASSON, Collège Paul Valéry, Valence (26) • Pierre MARIEY, Collège Gustave Monod, Montélimar (26) • Véronique MAZARD, Collège Marie Curie, Tournon (07) • Sylvie MENONI, École de Savournon (05) • Marine MOULINS, Lycée Boissy D'Anglas, Annonay (07) • Laurent MURATI, Lycée Pyrène, Pamiers, Ariège (09) • Éric NOËL, Collège Jacques Monod, Ludres (54) • Andrew NORRIS, ISTI, Bruxelles (Belgique) • Samuel PELRAS, Lycée du Parc, Lyon (69) • Sylvie PUECH, Lycée Emilie de Breteuil, Montigny-le-Bretonneaux (78) • Jean-Jacques RIVIÈRE, Collège Champ d'Eymet, Pellegrue (33) • François ROUSSEAU, Collège Les Hauts de Plaine, Laragne (05) • Élise ROUYEYROL, Collège Marie Curie Tournon (07) • Brigitte SCHWAL, Lycée Pierre d'Aragon, Murer (31) • Isabella TOMASI, Université Lyon II UMR Triangle ENS, Lyon (69) • Joëlle VANDENBULCKE, Collège Jean XXIII, Bruxelles (Belgique) • Jean-Marie VIGUIER, Collège privé de Montceau-les-Mines (71) • Marie WARSCOTTE, Collège Louis Germain, Saint-Jean-de-Védas (34)

Nous appelons tous les personnels des établissements d'enseignement déjà réticents à faire connaître leurs raisons et à signer cet appel. C'est seulement par de tels gestes d'affirmation que nous pouvons briser notre isolement pour construire une opposition conséquente.

Nous demandons à toute personne qui ressent l'importance des enjeux ici évoqués de relayer largement cet appel, de nous faire connaître ses propres réflexions et initiatives.

Beauchastel, 22 décembre 2015 (complété le 4 janvier 2017)

Pour nous contacter ou pour signer le texte, écrire à
Appel de Beauchastel, 27 ter, rue des Terras, 07800, Beauchastel.
Nous encourageons la diffusion de ce texte.